



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Pacific Region

401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

Title - Sujet Test d'installation de fibres sur u	
Solicitation No. - N° de l'invitation 31034-195466/A	Date 2019-12-24
Client Reference No. - N° de référence du client 31034-195466	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VIC-223-7900	
File No. - N° de dossier VIC-9-42151 (223)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-02-05	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Locke, Kelsey	Buyer Id - Id de l'acheteur vic223
Telephone No. - N° de téléphone (250) 507-2482 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: NATIONAL RESEARCH COUNCIL CANADA See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	2
1.2 COMPTE RENDU	2
1.3 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	2
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4 LOIS APPLICABLES	3
2.5 VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX.....	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	4
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	5
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	5
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	5
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	6
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	6
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	6
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	7
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	7
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	7
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
6.4 DURÉE DU CONTRAT	7
6.5 RESPONSABLES.....	8
6.6 PAIEMENT.....	9
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	9
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
6.9 LOIS APPLICABLES	10
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	10
6.11 INSPECTION ET ACCEPTATION	10
6.12 INSURANCE REQUIREMENTS.....	10
6.13 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	11
ANNEXE «A» - ÉNONCÉ DES TRAVAUX / CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES.....	12
ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT	13
ANNEXE « C » - EXIGENCES D'ASSURANCE	14
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	16
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	16

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 6.2 des clauses du contrat éventuel.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Adresse :

N° de l'invitation - Solicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Réception des soumissions Travaux publics et Services gouvernement aux Canada
Pacific Region
401-1230 Government Street
Victoria, BC
V8W 3X4

Adresse de courriel pour le service Connexion postal :

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

numéro de télécopieur : (250) 363-3344

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **QUINZE (15)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au **Conseil national de recherches Canada, 717, chemin White Lake, Kaleden (Colombie-Britannique) V0R 1H0 le mercredi 15 janvier 2020. La visite des lieux débutera à 10 h 00 HNP, dans le foyer principal du CNRC.**

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le **jeudi, 9 janvier 2020** pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier)
Section II : Soumission financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;

- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe "A".

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

N° de l'invitation - Sollicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « _____ » et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée _____, en date du _____.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010A](#) (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mai 2021 inclusivement

6.4.2 Date de livraison

Toutes les marchandises doivent être reçues au plus tard le 31 mars 2020.

L'installation et les tests doivent être terminés au plus tard le 31 mai 2020.

6.4.3 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « B » du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Kelsey Locke
Officier d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnements – Région du Pacifique
1230, rue Government, bureau 401, Victoria, CB

Téléphone: 250-507-2482
Courriel: Kelsey.locke@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Dans le cas où vous ne parvenez pas à contacter l'Autorité noté ci-dessus, se il vous plaît contacter:

PWGSC.PRVICCARP.TPSGC@pwgsc-tpsgc.gc.ca

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *(à fournir lors de l'attribution du contrat)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le soumissionnaire doit remplir :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____

Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix de lot fermes, dans l'annexe « B », selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

6.6.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

6.6.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être NRC.InvoiceVic-FacturesVic.CNRC@nrc-cnrc.gc.ca pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un

manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2018-06-21), Conditions générales : biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux / Critères d'évaluation technique obligatoires;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « , modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

6.11 Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.12 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C.
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.13 *Clauses du Guide des CCUA*

A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
A9068C (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires
B1501C (2018-06-21), Appareillage électrique

N° de l'invitation - Sollicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX / CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE
OBLIGATOIRES**

(voir ci-joint)

Test d'installation de fibres sur une longue distance (TIFLD)

Aperçu

L'entrepreneur doit fournir un câble de 288 fibres optiques G652-D monomode d'un seul tenant (monolithique) et l'installer sur une distance de 2,3 km (minimum) à 2,5 km (maximum). Le câble optique, de type ADSS (entièrement diélectrique autoporté), sera aérien et raccordera le site de Penticton du CNRC. Son installation a pour but de faciliter la recherche sur la synchronisation et les communications associées aux télescopes.

La section aérienne, qui comprendra jusqu'à 2,3 km de câble, sera extérieure et fixée à l'infrastructure actuelle du réseau de 22 MHz de l'OFR, soit les poteaux illustrés aux figures 1a et 1b. La partie non aérienne, qui pourra atteindre jusqu'à 350 m de câble (extrémité proche), partira de l'extérieur, soit du point de sortie du réseau de poteaux, pour pénétrer dans l'édifice principal où se trouve le laboratoire numérique du CNRC-Penticton et se brancher au panneau de dérivation au moyen d'un raccord duplex SC/APC x 36 fibres. Deux trajets (A et B) pourront être envisagés (voir les figures 1a et 1b).

Une boucle de 144 fibres optiques épissées par fusion à l'extrémité la plus éloignée (à l'extérieur) et des connecteurs de cloison constitués d'une boucle de 72 fibres optiques épissées par fusion à l'extrémité la plus proche et d'un raccord duplex SC/ACP reliant 72 fibres à 144 fibres optiques épissées par fusion dans un panneau de dérivation fourni et installé par un entrepreneur, dans le laboratoire numérique, débouchent sur des « câbles » à fibres optiques monomode de 36 fibres x raccord duplex SC/APC à 36 fibres x raccord duplex SC/APC. Chaque câble duplex de 36 fibres a donc une longueur totale égale au quadruple de la longueur initiale (soit de 9,2 km à 10,0 km) et tous se retrouvent dans la gaine du câble ADSS monolithique de manière à être accessibles dans le panneau de dérivation SC principal du laboratoire numérique au niveau du connecteur de cloison (voir le diagramme de la figure 2).

Exigences obligatoires

PARTIE 1 de 2 : TABLEAU DE CONFORMITÉ

Le soumissionnaire **DOIT** indiquer s'il **SATISFAIT (OUI)** ou **PAS (NON)** chaque point du tableau.

Point	Description	Oui/Non
1.1	L'entrepreneur doit fournir et installer un câble de 288 fibres optiques G652.D monomode extérieur d'un seul tenant (monolithique). Le câble aérien de type ADSS (entièrement diélectrique autoporté) aura une structure libre à tube (<i>loose-tube</i>) et une longueur de 2,3 km (min.) à 2,5 km (max.). Il doit être installé dans le périmètre où se cantonne le réseau de poteaux de 22 MHz de l'OFR du CNRC, tel qu'illustré sur les figures 1a et 1b, même si cette zone ne doit pas nécessairement être utilisée en entier. Les poteaux forment une grille aux mailles de 6,8 m (+/-0,2 m) par 6,8 m (+/-0,2 m) et sont séparés de 50 m +/-10 m vu des airs. Une tension typique à celle des fibres aériennes commerciales devra être réalisée afin que les poteaux utilisés n'exercent pas de contrainte mécanique exagérée sur le câble (pour que le câble ne frappe pas le poteau sous l'effet du vent, par exemple). On pourra tolérer un autre écartement que celui mentionné pour éviter les poteaux inutilisables ou pour passer d'une rangée à l'autre.	

1.2	Les poteaux en bois traité qui supportent les fils de 22 MHz ont vieilli, et l'entrepreneur devra donc les consolider avec des étais et des haubans pour obtenir la tension requise. Les poteaux mesurent habituellement huit à dix pouces de diamètre (voir les figures 3 à 10).	
1.3	Les haubans de renforcement supplémentaires qui pénètrent dans le sol doivent être arrimés par un système d'ancrage n'exigeant aucun creusage, qui ne nécessiteront pas la tenue d'études sur les espèces menacées, de recherches archéologiques ou d'autres enquêtes et autorisations qu'entraînerait une perturbation du sol.	
1.4	Le câble ADSS doit être installé de manière à laisser une hauteur libre de trois mètres au-dessus du sol sur toute la distance entre les poteaux.	
1.5	S'il y a lieu, l'entrepreneur devra couper et enlever les fils de 22 MHz des poteaux jusqu'au point de fixation le plus près pour permettre le passage de l'équipement et suspendre le câble aérien. Certains fils courant d'est en ouest entre les poteaux peuvent ne se trouver qu'à 2,5 m du sol, mais la distance est habituellement de 5 mètres. Les fils qui courent du nord au sud entre les poteaux se trouvent à 6,5 m au-dessus du sol (voir la figure 3a).	
1.6	Le câble doit se terminer par une boucle épissée par fusion dans une boîte à l'épreuve des intempéries fournie et installée par l'entrepreneur au point le plus éloigné (à l'extérieur). Elle doit être fixée de la manière appropriée à un poteau existant. Le nombre d'épissures par fusion à l'extrémité la plus éloignée doit être de 144 (voir la figure 2).	
1.7	S'il y a lieu, l'entrepreneur doit protéger le câble avec des manchons, des gaines ou un autre moyen afin que sa partie dans les bâtiments du CNRC se conforme aux codes relatifs à la protection de la vie humaine et de lutte contre les incendies.	
1.8	L'annexe 1 (voir aussi les figures 1a et 1b) décrit le trajet (A et B) que le câble pourrait suivre des points de sortie « Ape » et « Bpe » jusqu'au panneau de dérivation final, au laboratoire numérique. Le CNRC confirmera à l'entrepreneur le trajet qu'il devra respecter dans sa soumission avant la visite obligatoire. L'information sera également affichée dans un amendement à l'appel d'offres sur www.achatsetventes.gc.ca.	
1.9	Au laboratoire numérique, dans l'édifice principal du CNRC, l'entrepreneur doit fournir et installer un panneau de dérivation mural passif comprenant 36 x 2 raccords femelles duplex SC/APC et une boucle épissée par fusion près de l'extrémité. Il en résultera donc deux jeux de 36 connecteurs duplex SC/APC femelles aboutissant à 36 « câbles » de fibres optiques duplex SC/APC à SC/APC, chacun d'une longueur égale à 4 x L (voir le diagramme de la figure 2).	
1.10	L'entrepreneur doit s'assurer que le rayon de courbure du câble ADSS ne dépasse pas le minimum spécifié, à aucun endroit sur toute sa longueur.	
1.11	L'entrepreneur doit s'assurer que la tension du câble ADSS ne dépasse pas le maximum spécifié à aucun endroit sur toute sa longueur.	
1.12	L'affaiblissement du signal aux épissures par fusion ne doit pas dépasser 0,05 dB en moyenne, avec un écart-type maximal de 0,03 dB à 1 550 nm. L'affaiblissement à l'épissure	

	par fusion d'un connecteur SC à la connexion SC en fin de fibre, composée de cinq fibres épissées par fusion, ne doit jamais dépasser 0,5 dB à 1 550 nm.	
1.13	L'entrepreneur doit étiqueter les raccords SC/APC des connecteurs de cloison dans le panneau de dérivation ou remettre une étiquette/un croquis afin que l'utilisateur du CNRC sache quelle paire de raccords duplex SC/APC formeront un « câble » de fibres duplex (voir la figure 2).	
1.14	Après l'installation, l'entrepreneur doit procéder aux essais de rétrodiffusion et d'affaiblissement du signal optique voulus au panneau de dérivation SC, dans le laboratoire numérique, afin de s'assurer que tout fonctionne et que les relevés demeurent dans les valeurs acceptables pour les épissures par fusion, les connexions SC/APC des fibres optiques et la longueur des fibres. L'entrepreneur doit corriger les défaillances découvertes lors des essais, sans frais supplémentaires pour le CNRC.	
1.15	L'entrepreneur doit fournir le personnel, l'équipement d'installation et de manutention et l'aide requise pour toute la durée de l'installation et des essais, jusqu'à l'achèvement des travaux.	
1.16	Le silence radio est de rigueur sur le site de l'OFR du CNRC. Par conséquent, lorsqu'il est sur les lieux, l'entrepreneur doit fermer les dispositifs de communication mobile ou sans fil de toute sorte et éviter de s'en servir, à moins que cela ne s'avère indispensable pour protéger la vie humaine. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra informer le gestionnaire RFI de l'OFR du CNRC quand il doit absolument utiliser un dispositif de communication mobile ou sans fil, si jamais le cas se présente.	
1.17	L'entrepreneur doit faire en sorte que son équipement soit débarrassé de toute espèce envahissante avant de l'apporter sur les lieux. Le personnel du CNRC s'en assurera en procédant à une vérification de l'équipement et des véhicules avant leur arrivée sur le site.	

PARTIE 2 de 2 : EXPÉRIENCE ET DOCUMENTATION D'APPOINT

Le soumissionnaire **DOIT** indiquer s'il **RESPECTE (OUI)** ou **PAS (NON)** les points énumérés dans le tableau ci-dessous. Il **DOIT** aussi fournir la documentation attestant qu'il se conforme aux spécifications et indiquer la page correspondante.

Point	Description	Oui/Non	Renvoi (page)
2.1	L'entrepreneur doit montrer qu'il possède de l'expérience dans l'installation de câbles ADSS à fibres optiques aériens destinés à une application commerciale, notamment l'établissement de connexions à épissure par fusion et de terminaisons optiques conformes aux spécifications aux connecteurs de cloison SC/APC. Il doit également montrer qu'il possède de l'expérience dans les essais de rétrodiffusion ou de vérification de l'affaiblissement du signal une fois l'installation terminée.		

	<p>À cette fin, le soumissionnaire doit donner deux (2) exemples de projets antérieurs où il a connecté des fibres optiques épissées par fusion respectant les spécifications et installé un câble ADSS aérien de fibres optiques d'au moins 50 m à une tension et à une flèche typiques, avec haubans de renforcement arrimés d'une façon qui ne nécessite aucun creusage. Inclure ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description de l'envergure de chaque projet; • le nom et les coordonnées des clients ou des entreprises avec lesquels le gouvernement canadien pourra prendre contact directement pour vérifier l'information fournie, au besoin. 		
2.2	<p>Avec sa soumission, l'entrepreneur doit remettre un plan d'installation et logistique comprenant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le temps prévu pour livrer le câble après réception de la commande; • le temps qu'on envisage de passer sur les lieux; • l'endroit où le câble aérien sera installé dans le réseau de 22 MHz de l'OFR; • l'approche générale envisagée pour surmonter les difficultés liées à l'équipement, au personnel, à la période de l'année ou à la nature du sol, au trajet emprunté par le câble et à son arrimage, ainsi qu'à tout autre problème entrevu par l'entrepreneur. 		

Annexe 1 : Trajets possibles du point de sortie du poteau au panneau de dérivation du laboratoire numérique

Option A

L'entrepreneur amènera l'extrémité du câble ADSS du point de sortie « Ape » au point de destination (panneau de dérivation SC) du laboratoire numérique sur une distance d'environ 350 m, le long d'un trajet (partant du point de sortie du poteau) comme suit (voir les figures 1a et 1c pour le trajet « A », à l'extérieur) :

1. environ 250 m dans une conduite souterraine d'environ 2,5 po de diamètre intérieur jusqu'au point d'accès de la cave du bâtiment 1959 (le CNRC fournira une tirette traversant la conduite dont l'entrepreneur pourra se servir);
2. environ 100 m de plus à travers le chemin de câbles du bâtiment 1959 et de l'édifice principal jusqu'au point de destination dans le panneau de dérivation du laboratoire numérique (une partie du trajet se fera au-dessus des tuiles du plafond, dans l'édifice principal, mais ces tuiles peuvent être retirées pour accéder à l'espace qui les surplombe).

Option B

L'entrepreneur amènera l'extrémité du câble ADSS du point de sortie « Bpe » au point de destination (panneau de dérivation SC) dans le laboratoire sur une distance d'environ 340 m (partant du point de sortie du poteau) comme suit (voir les figures 1a et 1c pour le trajet « B », à l'extérieur) :

1. environ 25 m dans les airs, sous faible tension, sur un poteau fourni et installé par le CNRC, fixé à un montant de la clôture à mailles losangées existante, ancré dans le sol;
2. environ 240 m, fixé avec des attaches autobloquantes à la barre supérieure de la clôture à mailles losangées jusqu'à l'extrémité est du bâtiment principal du CNRC-Penticton (une barrière d'environ cinq mètres de largeur, rarement utilisée, coupe la clôture, ce qui nécessitera la suspension du câble au-dessus ou son enfouissement dans une conduite, à faible profondeur, pour que les personnes et les véhicules puissent circuler);
3. environ 15 m dans une conduite d'un pouce fournie par l'entrepreneur, enfouie à faible profondeur sous la pelouse actuelle afin qu'un tracteur puisse circuler sans entrave (une autre solution consisterait à faire passer le câble par voie aérienne en utilisant les poteaux d'environ trois à quatre mètres fournis et installés par le CNRC pour l'amener directement dans le bâtiment principal);
4. à travers un trou d'environ 5/8 po dans le bâtiment principal (le personnel du CNRC participera à sa perforation et à son obturation);
5. environ 40 m dans le bâtiment principal du CNRC-Penticton, ce qui exigera le perçage d'une paroi interne et l'installation dans le chemin de câbles au plafond jusqu'au point d'entrée dans le laboratoire (le personnel du CNRC participera au perçage de la paroi interne);
6. jusqu'à environ 20 m à travers la pièce protégée du laboratoire numérique du CNRC-Penticton par un tuyau WGBC (guide d'onde supérieur à la longueur d'onde de coupure) en cuivre, puis acheminement dans le laboratoire le long du plafond et des murs jusqu'au point de destination dans le panneau de dérivation SC (le CNRC fournira et installera le tuyau WGBC et aménagera une ouverture).

Annexe 2 : Figures

Figure 1a. Carte illustrant les principaux aspects du site au CNRC-Penticton. On y voit les deux trajets extérieurs possibles (A en bleu et B en rouge) pour le câble ADSS, du point de sortie approximatif (« Ape » et « Bpe ») du poteau de 22 MHz jusqu'à l'édifice principal et au bâtiment 1959. La zone du « trajet aérien sur les poteaux de 22 MHz » est indiquée. L'installation aérienne s'effectuera entièrement ou en partie dans cette zone, comme l'estime bon l'entrepreneur. Pour remettre l'illustration à l'échelle, les trajets A et B ont une longueur d'environ 250 à 300 m.

Figure 1b. Vue aérienne avec les mêmes indications que la figure 1a.

Figure 2. Diagramme simplifié d'un « câble » de fibres duplex SC/APC à SC/APC illustrant les deux extrémités (proche et lointaine) du raccord en boucle par fusion. N'est pas illustré l'épissure par fusion en tire-bouchon du raccord SC à la fibre principale du câble ADSS (il y a donc en tout cinq raccords bout à bout épissés par fusion pour chaque branchement SC à SC, ce qui donne 36 « câbles » duplex de fibres à l'intérieur du même câble ADSS à 288 fibres de 2,3 à 2,5 km).

Figure 3. Vue à environ 15 m au nord du point Ape sur le « chemin de gravier à une voie » en direction est/sud-est montrant les poteaux, leur arrimage actuel au sol et les fils les reliant.

Figure 3a. Identique à la figure 3, avec annotations indiquant la hauteur des fils au-dessus du sol, tel que décrit au point 5.

Figure 4. Vue à environ 15 m à l'ouest du point Ape en direction est montrant les poteaux et leurs fils orientés est-ouest. Il n'y pas ou presque pas de fils d'une hauteur inférieure à environ six mètres entre les rangées.

Figure 5. Base d'un poteau près du point Ape. Le poteau mesure environ dix pouces de diamètre à sa base.

Figure 6. Base du poteau auquel la clôture à vaches a été attachée, près du point Ape. À cet endroit, la clôture court des deux côtés du chemin de gravier à une voie (rare dans le réseau).

Figure 7. Vue près du point Ape, vers l'est, montrant les amas de câbles coaxiaux plus bas qui descendent en direction est-ouest, le long d'une rangée de poteaux. Il arrive que leur hauteur ne dépasse pas 2,5 m. Normalement, on ne devrait pas les couper, sauf pour laisser passer l'équipement entre les rangées.

Figure 8. Vue en contre-plongée près du point Ape montrant les fils accrochés entre les poteaux.

Figure 9. Vue à environ 15 m à l'ouest du point Ape, montrant les bâtiments du CNRC, au nord. Le grand immeuble beige, au centre, est l'édifice principal où se trouve le laboratoire numérique (point de destination du panneau de dérivation).

Figure 10. Vue à environ 15 m, à l'ouest du point Ape, vers l'ouest, montrant le reste du réseau de poteaux, qui s'étend sur environ 830 m de plus. Le plus proche, à environ 500 m, se trouve sur le parcours des fibres aériennes (figure 1b).

Figure 1a

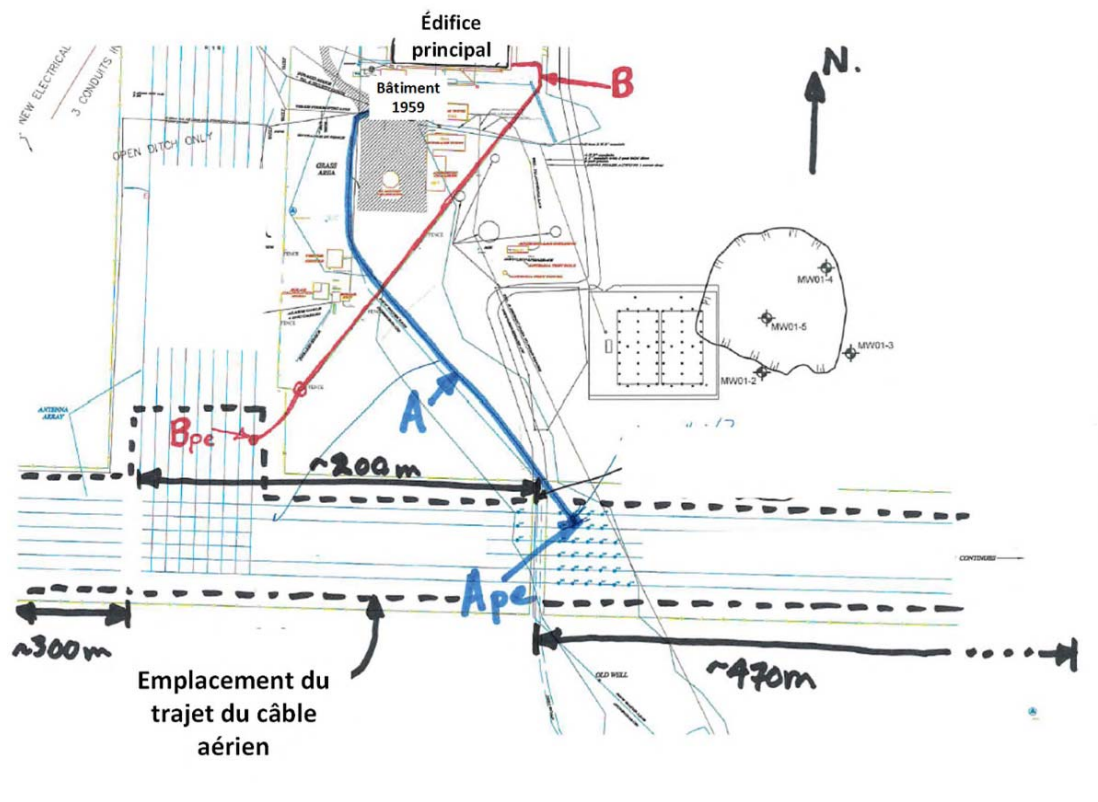


Figure 1b

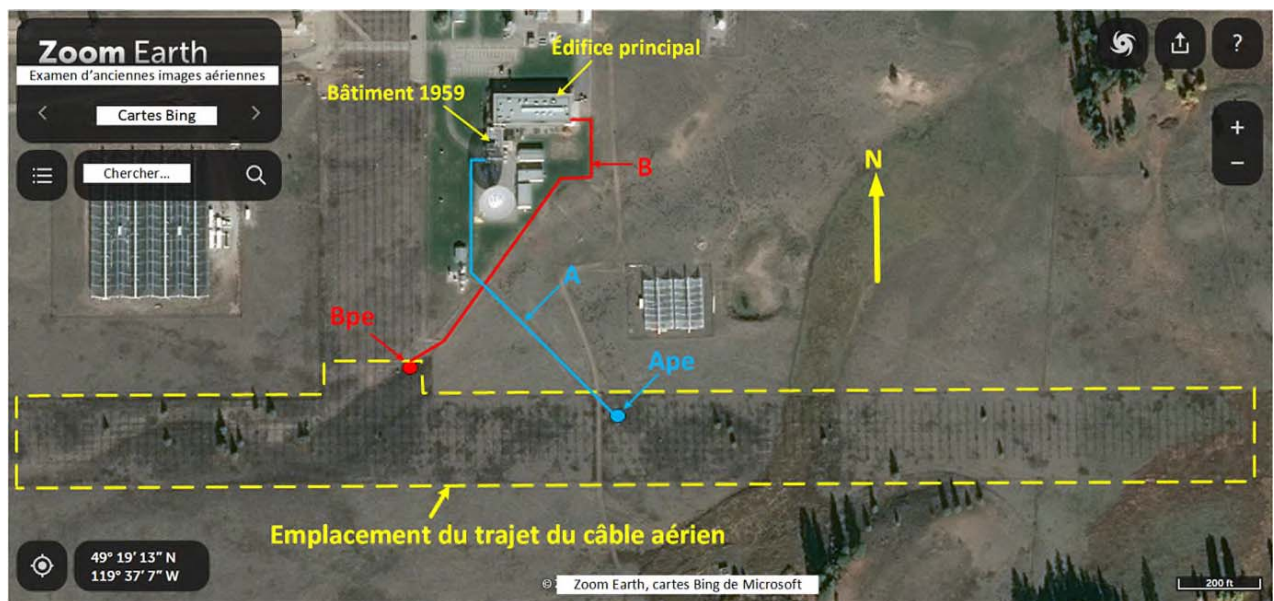


Figure 2

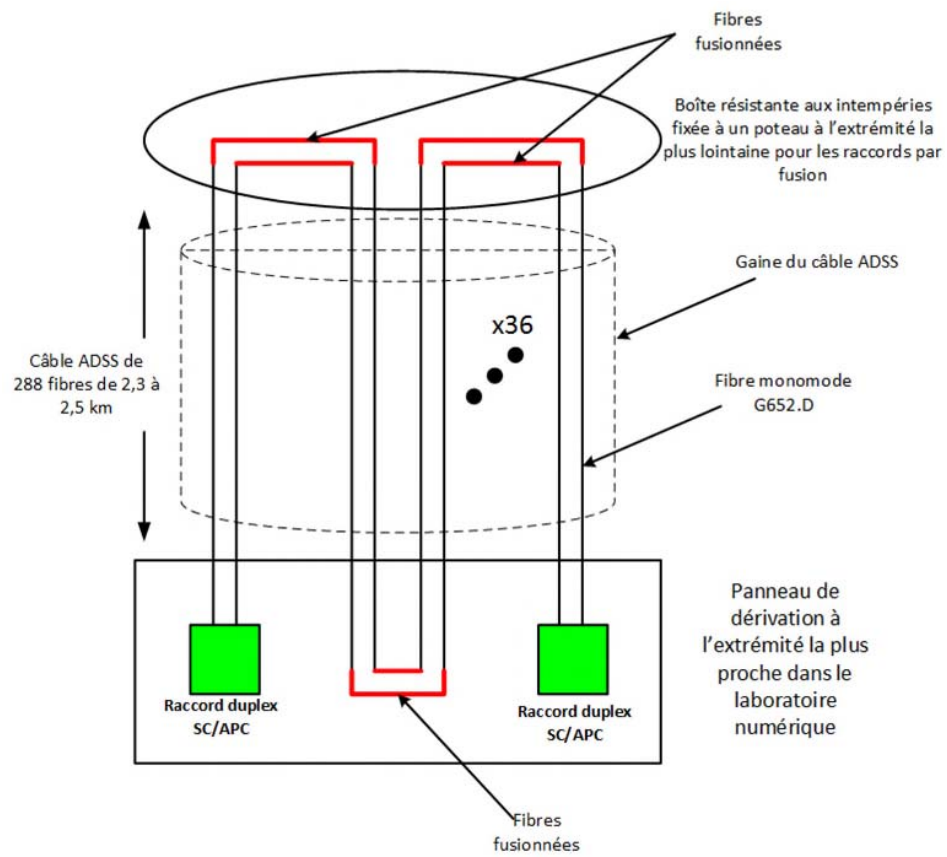


Figure 3



Figure 3a



Figure 4





Figure 5



Figure 6

Figure 7



Figure 8



Figure 9



Figure 10



N° de l'invitation - Sollicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

Soumissionnaire doit remplir la base de paiement, conformément à ce qui suit :

1. LES PRIX doivent être des prix fermes tout compris. Les prix DOIVENT inclure TOUS les coûts (transport, expédition, fret et déchargement, main-d'œuvre, pièces et frais divers) associés à la fourniture des marchandises conformément au besoin de l'annexe A.
2. TPS, le cas échéant, doit être indiqué comme un élément distinct sur toute facture qui en résulte.
3. Soumissionnaire doit fournir les prix selon l'unité d'émission demandée. Ne pas le faire sa soumission sera jugée non recevable sans autre considération.

EXIGENCE FERME				
ART. N°	Description	Quantité	Prix Unitaire	Priz
1	Fourniture et livraison pour l'installation au site du CNRC de tout le matériel requis, notamment : bobine de câble optique ADSS, panneau de liaison, cloisons SC/APC avec fibres amorces pour la fusion avec le câble optique ADSS, ferrures de poteaux (haubans, ancrages au sol, dispositifs de fixation sur tige, pinces d'ancrage) et tout autre matériel répertorié sur la liste de matériel du fournisseur. L'ensemble du matériel doit être livré à l'entrée est du bâtiment principal du site du CNRC au plus tard le 31 mars 2020.	1	LOT	_____ \$
2	Installation et test conformément à l'annexe «A». Doit être terminé d'ici le 31 mai 2020.	1	LOT	_____ \$
PRIX ÉVALUÉ TOTAL (TAXES APPLICABLES EXCLUES)				_____ \$

Adresse de livraison :

Conseil national de recherches Canada
717 White Lake Road
Kaleden, BC V0R 1H0
Canada

ANNEXE « C » - EXIGENCES D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

N° de l'invitation - Solicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No.
31034-195466/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
31034-195466

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VIC-9-42151

Id de l'acheteur - Buyer ID
VIC223
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)